



CONSEIL DE DIRECTION

SECRETARIAT GENERAL

CROIX-ROUGE BURKINABE

HUMANITE

IMPARTIALITE

NEUTRALITE

INDEPENDANCE

VOLONTARIAT

UNITE

UNIVERSALITE

RAPPORT D'ACTIVITES ***2019***

RESPONSABLE DU RAPPORT

W. Lazare ZOUNGRANA

Secrétaire Général

Tél.00226 25 36 13 40

00226 25 50 76 43

E-mail : lzougrana@croixrougebf.org

zwendlaze@yahoo.fr

Site web: www.croixrougebf.org

I. SIGLES ET ABREVIATIONS

AGR : Activité Génératrice de Revenu
ANJE : Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
ASBC : Agent de Sante à Base Communautaire
CCPE : Cellule Communautaire de Protection de l'Enfant
CEA : Engagement Communautaire et Redevabilité
CES/DRS : Conservation des Eaux et des Sols et de Défense et Restauration des Sols
CFPL : Centre de Formation Professionnelle de Loumbila
CICR : Comité International de la Croix-Rouge
CPN : Consultation Pré Natale
CRB : Croix-Rouge de Belgique
CRBF : Croix-Rouge Burkinabè
CRE : Croix-Rouge Espagnole
CRLux : Croix-Rouge Luxembourgeoise
CRM : Croix-Rouge Monégasque
DCPS : Développement Communautaire et Protection Sociale
DECF : Développement Economique et Centre de Formation
DIH : Droit International Humanitaire
EHADA : Eau Hygiène et Assainissement
ENA/ES : Enfant Non Accompagne/Enfant Séparé
FEFA : Femme Enceinte Femme Allaitante
GTPE : Groupe de Travail pour la Protection de l'Enfant
JFAF : Jeune Fille Aide Familiale
NFI : Non Food Item (Produit non alimentaire)
OBC : Organisation à Base Communautaire
ONG : Organisation Non Gouvernementale
RLF : Rétablissement des Liens Familiaux
RP : Représentant Pays
SAME : Sécurité Alimentaire et Moyen d'Existence
SMI : Sante Maternelle et Infantile
SN : Société Nationale
SNP : Société Nationale Partenaire
TM : Transfert Monétaire
VAD : Visite à Domicile

CONTEXTE

I. PRESENTATION DE CROIX-ROUGE BURKINABE

1.1. HISTORIQUE DE LA CROIX-ROUGE BURKINABE

La Croix-Rouge burkinabé (CRBF) est officiellement reconnue par le Gouvernement comme société de secours volontaire, autonome, auxiliaire des pouvoirs publics et en particulier des services de santé militaires, conformément aux dispositions des Conventions de Genève et comme seule Société nationale pouvant exercer son activité sur l'ensemble du territoire national par le décret N° 262/ PRES / IS-DI/SPP du 09 juillet 1962, modifié par le décret N° 441 / PRES /IS –DI du 20 septembre 1962.

Elle a été reconnue par le Comité International de la Croix-Rouge par lettre circulaire datée du 1^{er} novembre 1962. Elle est membre de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge depuis 1963.

Elle est implantée dans les quarante-cinq (45) provinces du pays à travers ses comités provinciaux et dispose d'un réseau de plus de 3 211 volontaires actifs.

Depuis 2001, elle consacre une séparation des pouvoirs entre la Gouvernance et la Gestion. La Gouvernance est pilotée par un Conseil de Direction, qui est l'organe de contrôle et la Gestion qui est l'organe exécutif, dirigée par un Secrétariat Général.

1.2. MISSION

La Croix-Rouge Burkinabè a pour mission de contribuer à soulager les souffrances humaines en tout temps et en toute circonstance, en mobilisant le pouvoir de l'Humanité.

1.3. OBJECTIFS

- Œuvrer au respect de la dignité humaine ;
- Lutter contre l'isolement et la marginalisation ;
- Améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables ;
- Protéger la santé et la vie ;
- Promouvoir les principes fondamentaux et les valeurs humanitaires.

1.4. VISION STRATEGIQUE 2016-2020

« Bâtir une société nationale performante capable de prévenir, de répondre promptement aux situations d'urgence et de soutenir le développement durable des communautés vulnérables ».

1.5. DOMAINES D'INTERVENTION

- ✓ La santé communautaire
- ✓ La préparation et réponses aux catastrophes
- ✓ La protection sociale et l'assistance aux personnes vulnérables

- ✓ La sécurité alimentaire et les moyens d'existence
- ✓ Le développement du volontariat
- ✓ La communication, la promotion des principes fondamentaux du mouvement et des valeurs humanitaires
- ✓ La protection de l'enfance
- ✓ La promotion de l'eau, Hygiène et Assainissement

1.6. PRINCIPES FONDAMENTAUX

Pour atteindre sa mission, la Croix-Rouge Burkinabè fonctionne sur la base des sept (7) principes fondamentaux du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge que sont : ***Humanité, Impartialité, Neutralité, Indépendance, Volontariat, Unité et Universalité.***

II. LES REALISATIONS PAR OBJECTIF STRATEGIQUE

2.1. **Objectif stratégique 1 : Contribuer à l'amélioration de l'état de santé des populations les plus vulnérables d'ici à 2020 à travers une approche communautaire intégrée** (Domaines : SANTE, NUTRITION)

Finalité : Réduction de la mortalité des groupes cibles notamment la mère et l'enfant.

2.1.1. **Axe Prioritaire 1 : Accroître l'accessibilité des services de santé et nutrition à base communautaire**

Action facilitatrice 1.1 : Renforcer l'offre des services de santé et de nutrition à base communautaire (PMA selon l'approche PSSBC y compris la stratégie de promotion de l'ANJE)

Cinq (05) projets mis en œuvre dans 07 régions du Burkina Faso ont permis d'atteindre les résultats ci-dessous :

- Organisation de 4587 causeries et de 27162 visites à domicile (VAD) qui ont permis de toucher 41917 personnes sur la santé maternelle et infantile (SMI),
- Mise en place de 2309 groupe d'apprentissage et de suivi des pratiques d'alimentation et du nourrisson (GASPA) fonctionnels,
- Réalisation de 630 émissions radio sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE)
- Organisation de 7146 sessions de GASPA qui ont permis de toucher 21277 femmes enceintes et allaitantes (FEFA)
- Appui à la mobilisation et à la collecte de 639 poches de sang
- Distribution de farines enrichies à 6263 FEFA et 3786 enfants de 6 à 23 mois
- Prise en charge médicale dans les 03 CSPS de la Croix Rouge (Djibo, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso)
- 3628 personnes ont bénéficié de 9175 services de soins de santé (migrants en transit, retournés, personnes vulnérables des communautés d'accueil) à travers les cliniques mobiles et les référencement vers les formations sanitaires publiques
- Appui à la mise en œuvre de la PCIME communautaire dans les villages d'accès difficile et dans les zones où les formations sanitaires sont fermées ou fonctionnent à minima



Figure 1 : consultation médicale dans une gare aux profits des migrants



Figure 2 : Séance d'éducation nutritionnelle au CSPS de Wendou DS Dori

Action facilitatrice 1.2 : Renforcement du plateau technique des structures de santé

- Formation des agents de santé sur des thématiques variées (nutrition, coaching, SMI, le PISA) à Dano, Batié et Kampti ;
- Dotation des agents de santé à base communautaire en médicaments, thermomètres médicaux, téléphones portables et sacs

Action facilitatrice 1.3 : Renforcer le système de référencement/contre référencement

- Acquisition de 10 ambulances moto tricycles au profit de 10 villages les plus enclavés du District Sanitaire de Mangodara ;
- Renforcement du réseau communautaire en matière de dépistage et référence des cas de malnutrition (soutien au dépistage et référencement des cas de malnutrition, mobilisation des enfants et des FEFA pour la vaccination et les CPN, dépistage précoce et référencement des cas pathologiques)
- Appui au transport communautaire de 326 malades des villages vers les CSPS (ambulances communautaires)

2.1.2. Axe Prioritaire 2 : Renforcer les capacités des acteurs et des communautés à prendre en charge efficacement leurs problèmes de santé et de nutrition

Action facilitatrice 2.1 : Renforcer les compétences des volontaires pour la mise en œuvre de l'approche PSSBC et de la stratégie de promotion de l'ANJE

Action facilitatrice 2.2 : Renforcer les capacités de la CRBF, et des communautés pour la mise en œuvre de l'approche PSSBC et de la stratégie de promotion de l'ANJE
Renforcement des capacités de 832 agents communautaires (ASBC, relais communautaires, OBC, membres comité provincial) dans 547 villages et hameaux de culture

2.1.3. Analyse et commentaires sur la mise en œuvre des activités au cours de la période (Domaines : SANTE, NUTRITION)

Ce qui a marché :

- Bonne collaboration avec les partenaires de mise en œuvre et / ou bénéficiaires ;

- Disponibilité de volontaires communautaires et endogènes formés pour appuyer la mise en œuvre des activités du projet dans certaines zones d'accès difficile ;
- Disponibilité du personnel soignant sur le terrain malgré le contexte d'insécurité ;
- Accompagnement des autorités sanitaires et administratives pour la mise en œuvre des activités du projet.

Difficultés rencontrées (ce qui n'a pas marché)

- Retard dans le démarrage effectif des activités des projets ;

Leçons apprises/bonnes pratiques (stratégies/actions développées pour surmonter ou faire face aux difficultés rencontrées)

- la synergie d'action entre partenaires humanitaires a permis d'optimiser les résultats ;
- adaptation de la planification des mouvements du personnel projet face aux difficultés liées au contexte d'insécurité ;
- l'implication effective et précoce des communautés contribue à une meilleure appropriation des activités ;
- la non prise en compte de l'expertise technique et de la connaissance du milieu dans la planification des activités réduit l'efficacité des interventions.

2.2. Objectif stratégique 2 : Promouvoir des programmes d'accès à l'eau potable et l'assainissement afin de réduire la morbidité et la mortalité et d'améliorer la qualité de vie des populations vulnérables, réfugiés et des déplacés (Domaines : EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT)

Finalité : Améliorer les conditions sanitaires des populations vulnérables

2.2.1. Axe Prioritaire 1 : Assurer aux personnes vulnérables leur droit d'accès équitable et durable à l'eau potable et à des services d'assainissement suffisants

Action facilitatrice 1.1 : Réaliser des ouvrages hydrauliques et d'assainissement en milieu rural et péri-urbain.

Les activités réalisées au cours l'année 2019 se résument à la réalisation des études et contrôles pour le développement et la sécurisation des réseaux hydrauliques, la réalisation et d'Adduction d'eau potable, la réhabilitation/réparation de pompe à motricité humaine, la construction et la réhabilitation de forage des latrines et douches familiales de San-Plat amélioré, la construction d'aire lavage/fosses à ordures, la construire et la réhabilitation de latrine institutionnelle dans les écoles et CSPS.

Les résultats obtenus au cours de la période se résument à :

- **La réalisation des études socio-économique** :

la réalisation de **06** sur **09** études et contrôles pour le développement et la sécurisation des réseaux hydrauliques. Ces études ont permis de cerner les besoins des communautés d'une part (Etude socioéconomique) et de réaliser une adduction d'eau potable respectant les normes techniques (études de faisabilité technique)

- **La réalisation des infrastructures d'eau potable** :

la réalisation et la réhabilitation de **17** ouvrages hydrauliques (**13 forages, 1 AEPS avec 04 Bornes Fontaines**) sur **31** ont permis de toucher **8500** personnes (**2 666 hommes, 2 707 femmes et 3 127 enfants**). Ces réalisations permettent de réduire d'une part l'effort physique et le temps des femmes dans la corvée d'eau et d'autre part éviter la proximité entre les animaux et les hommes qui est source de maladies.

Photos 3 : Implantation



géophysique, foration et équipé de pompe à motricité humaine



- **La Construction des infrastructures d'assainissement (latrines) :**

Au total **775** sur **855** latrines San-Plat amélioré avec **125** douches et **125** puisards ont permis de toucher **12 750** personnes (**2 531 hommes, 4 252 femmes, 5 966 enfants**) et d'arrêter la défécation à l'air libre. La construction de **08** aires de lavage et **08** fosses à ordre ont permis de toucher **1 949** personnes (**234 hommes, 741 femmes et 975 enfants**) afin d'éliminer les eaux usées et maintenir l'hygiène corporelle et vestimentaire.



Photos 4 : Réalisation de latrine d'urgence et durable



Photos 5 : Aire de lavage dans le camp de Foubé

La CRBF a mis en œuvre dans la province du Namentenga des activités en lien avec cette action facilitatrice ont été réalisées au cours de cette période. Il s'agit notamment de la réalisation de latrines de type San plat amélioré, de la réalisation d'un puits maraicher, la sécurisation de trois Boulis.

Réalisation de 170 latrines de type San plat amélioré

Le projet a réalisé 170 latrines dans les villages de Yagbtenga, Niéga et Lillyala. Ces ouvrages ont fortement contribué à la réduction de la défécation à l'aire dans les trois villages.



Photo 6 : Latrine de type Sanplat amélioré

Réalisation d'un puits maraicher

Un puits maraicher a été réalisé dans le village de Niéga au profit de la population du village. Le puits est géré par un groupement de femmes. Il mesure **12,64 m** de profondeur et de **2 m** de diamètre extérieur et **1,8m** à l'intérieur. La lame d'eau est de plus de **6m** ; le trottoir **0,75m**, la margelle **0,73m**.



Photo 7 : Réalisation du puits maraicher Niéga

Sécurisation des boulis

Au cours de l'année des travaux ont été réalisés pour la sécurisation de trois boulis construits en 2018 par le projet dans les villages de Niéga, Yagbtenga et Lillyala. Ces travaux ont consisté à la construction d'un muret de protection autour de la circonférence en gueule de chaque bouli, la réalisation d'un système en dégré (trois escaliers) sur 21 mètres à Lillyala et le renforcement des déversoirs. La Digue de Yagtenga a été renforcée avec un pavage en moellon pérés maçonnés. Elle a aussi été prolongé sur une distance de 22m.



Photo 8 : Muret de protection

Vue du bouli de Niéga

Action facilitatrice 1.2 : Promouvoir l'adoption des pratiques d'hygiène et d'assainissement en milieu rural et péri-urbain

Quant à cette action facilitatrice, les activités réalisées au cours de la période se résument à la formation des animateurs, la formation des enseignants, la formation des formateurs AUE, la sensibilisations et animations auprès des ménages (VAD) et des écoles sur les bonnes pratiques (en matière d'eau, hygiène et assainissement, et l'organisation des rencontres d'échanges entre les acteurs

Les résultats obtenus au cours de la période se résument à :

- Renforcement des capacités des acteurs : Le renforcement des capacités fait partie des axes prioritaires du plan stratégique de la CRBF 2016-2020. Dans cette optique, dans le cadre de la coordination **13** formations ont été réalisées qui ont touché **201** personnes dont **162**

hommes et 39 femmes. Il s'agit notamment de la formation **en promotion à l'hygiène**, la formation **en assainissement total piloté par la communauté**, la **Formation en monitoring** la formation **sur la gestion des points d'eau personnes**. Ce renforcement de capacité a permis aux acteurs de gérer les ouvrages hydrauliques afin d'assurer leur durabilité.



Photos 9 : Renforcement des capacités des acteurs

- **Organisations d'activités de sensibilisation et promotion d'hygiène** : environ **62 442** personnes ont été touchées par les activités **de sensibilisation** dont **9 671 hommes, 25 419 femmes et 27 353 enfants**. Ces activités de sensibilisations favorisent le changement de comportement des bénéficiaires. Cela démontre que les activités de promotion à l'hygiène ont impactent sur la santé



Photos 10 : Séances d'animation sur la promotion à l'hygiène

- **Distribution de kits d'hygiène**
Dans le cadre de la promotion à l'hygiène, les communautés ont été assistées par des kits de promotion à l'hygiène. Au total **12 441 kits WASH** ont été distribués. Les kits composés de savon, sceaux, gobelets, pots pour enfant etc. ; ont été distribués à **47 168 personnes** dont **11 708 hommes 19 547 femmes et 15 913 enfants**.



Photos 11 : Préparation et distribution de Kits d'hygiènes

- **La coordination des activités avec les acteurs :** Pour la réussite des actions de la coordination, des rencontres d'échange ont permis aux acteurs d'être informés sur les activités des projets. Au total **09** rencontres sur **09** ont été réalisées. En plus de ces actions, les projets participent à des rencontres de coordination WASH afin de maintenir la communication avec les acteurs du secteur. Aussi, une communication permanente est maintenue avec les directions Régionales de l'eau et de l'assainissement pour une capitalisation des réalisations du projet.



Photos 12 : Lancement du projet d'amélioration des capacités des collectivités locales

Pour cette action facilitatrice, des sensibilisations sur la promotion de l'hygiène et de l'assainissement ont été réalisées dans trois villages et ont touché 2.865 personnes.

2.2.2. Analyse et commentaires sur la mise en œuvre des activités au cours de la période : EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

Ce qui a marché :

- Le lancement des projets WASH a favorisé l'adhésion des bénéficiaires, des autorités locales et administrative à la mise en œuvre des projets ;
- La formation et l'utilisation des volontaires locaux sur les thématiques des projets due au contexte sécuritaire a permis l'implémentation et la mise en œuvre des activités des projets ;
- L'utilisation des compétences existantes (maçon, hygiénistes...) au sein des communautés bénéficiaires a facilité la mise en œuvre des activités des projets ;
- La mise en place d'un dispositif de coordination des activités WASH au niveau du mouvement a facilité le partage d'information et permet une bonne visibilité des actions WASH auprès des partenaires internes (SN, CICR, SNP...) et externes

- La participation de la coordination aux activités du cluster WASH Burkina a permis la visibilité des actions de la SN en matière du WASH et a favorisé son positionnement dans les localités où les acteurs WASH sont absents ;
- L'implication des points focaux des structures déconcentrées a facilité la mise en œuvre des projets ;

Difficultés rencontrées

- La faible implication de la coordination dans la planification et le suivi des activités WASH mis en œuvre dans les autres coordinations ;
- La difficulté de la compilation des activités WASH mis en œuvre dans les autres coordinations ;
- Faible communication entre les partenaires du mouvement pour la mise en œuvre de certaines des activités de la coordination.

Leçons apprises/bonnes pratiques (stratégies/actions développées pour surmonter ou faire face aux difficultés rencontrées)

- La formation des volontaires dans les thématiques des projets permet de faciliter les interventions dans les zones en proie à l'insécurité.
- La responsabilisation des volontaires locaux formés dans la mise œuvre des activités développement et d'urgence facilite la poursuite des projets/programmes.
- L'instauration du cadre de concertation WASH au sein du mouvement a facilité le partage d'information et permet une bonne visibilité des actions WASH auprès des partenaires interne (SN, CICR, SNP...) et externe
- Redéfinition de la stratégie Campagne de sensibilisation

2.3. OBJECTIF STRATEGIQUE 3 : Contribuer à bâtir des communautés résilientes face aux situations d'urgences

Finalité : Garantir un environnement sûr pour l'épanouissement des populations.

2.3.1. Axe prioritaire 1 : Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée

Action facilitatrice 1.1 : Recueillir des données sur les risques et les vulnérabilités des populations et intégrer les résultats dans la programmation

Action facilitatrice 1.2 : Mettre en place une politique Shelter fonctionnelle

Pour cette action facilitatrice les actions réalisées au cours de cette année se résument comme suit :

Participation aux rencontres du groupe sectoriel abris :

Au cours de cette année la CRBF a pris part à la plupart des rencontres du groupe sectoriel au niveau national et régional. Elle est l'une des organisations de référence en matière de Shelter au niveau national.

Révision du prototype sahel Shelter

Cette activité a été réalisée avec l'appui de la fédération en vue de d'améliorer le prototype sahel Shelter. Des propositions ont été faites avec la participation de plusieurs partenaires qui ont permis de jouer sur les matériaux de construction et d'alléger le cout. Des améliorations ont été également faites sur sa résistance, son poids, sa protection et son acceptation.



Photo 13 : construction d'un abris type sahel

Action facilitatrice 1.3 : Formaliser une politique nationale de gestion des catastrophes

Cette action facilitatrice n'a pas pu se réaliser cette année

Action facilitatrice 1.4 : Mobilisations des ressources humaines et matérielles (volontaires, matériels roulants, matériels opérations, entrepôts...)

Pour cette année 2019, de nombreux ateliers et des acquisitions de matériels d'interventions ont été effectués en vue de mieux préparer le SN à faire face aux éventuelles crise et catastrophes :

Atelier de d'échange avec les points focaux gestion de catastrophes

En début d'année les points focaux de 26 comités à risque ont été réunis dans le but de mieux préparer les comités à la gestion des crises et catastrophes. L'atelier a permis de faire la situation des comités en termes de ressources humaines et matérielles d'intervention. Il a également été le lieu de partage d'expériences entre comités provinciaux. A l'issue de l'atelier un plan d'action standard a été élaboré.

Acquisition de 40 trousse de secours et de 20 brancards

La SN a acquis 40 trousse de secours et 20 brancards pour renforcer les capacités d'intervention de 10 comités provinciaux à risque.

Acquisition de Kits NFI

Dans le but d'assister les populations victimes des crises et catastrophes, la CRBF a acquis un lot de NFI composé de nattes, de couvertures, de savon, de seau, et de kit de dignité.

Action facilitatrice 1.5 : Formations des cadres et des volontaires

Au titre de cette action facilitatrice les actions suivantes ont été réalisées :

Formation du staff et des volontaires sur la gestion des catastrophes

Cette formation a été réalisée au profit de 25 staffs et volontaire de la CRBF.

Formation des maçons communautaires sur les techniques de réalisation de greniers améliorés

30 maçons communautaires issus de 3 villages ont bénéficié d'une formation sur les techniques de construction des greniers.



Photo 14 : formation des maçons en technique de construction d'abris dans le village de lillyala dans le namentenga

Formation du staff et des volontaires sur la sécurité économique des ménages Ecosec module 2

Suite au module 1 dispensé au cours de l'année écoulée, 25 volontaires et staff de la CRBF ont reçu la formation sur le module 2 de la sécurité économique des ménages.

La formation des volontaires sur les premiers secours avec introduction RLF

En vue de renforcer les capacités opérationnelles des comités provinciaux, 87 volontaires issus de 4 comités à risque ont été formés sur le secourisme à base communautaire avec une sensibilisation sur le RLF.

Le recyclage des volontaires en premiers secours

Les capacités de 3 comités provinciaux ont été renforcées en matière de secourisme cette année avec le recyclage de 60 volontaires secouristes aptes à intervenir en cas de besoin.

Le recyclage des chefs de Brigade d'intervention

Dans le processus de la redynamisation du système national de gestion de catastrophes 20 chefs de brigade d'intervention ont été recyclés au cours de cette année.

La formation du staff et des volontaires sur la gestion des dépouilles mortelles

Les capacités de 25 volontaires issus de 25 comités à risque ont été renforcées en matière de gestion de dépouilles mortelles.

Formation des volontaires sur les techniques RLF en situation d'urgence

Dans le cadre du renforcement des capacités des volontaires en matière de RLF, 30 volontaires issus de 17 comités à risque ont été formés sur les techniques RLF.

Formation sur les techniques d'évaluation des besoins RLF

Dans le cadre de l'évaluation des besoins en matière de RLF, 15 volontaires de 12 comités ont été outillés pour la mise en œuvre de cette activité



Photo 15 : Formation sur les techniques d'évaluation des besoins RLF

Action facilitatrice 1.6 : Instauration de partenariats de formation avec les écoles, les universités et instituts aux premiers secours

Pour cette année 2019, seulement des échanges qui ont eu lieu en vue de la formalisation de ce partenariat.

Action facilitatrice 1.7 : Renforcement des capacités des communautés sur les techniques d'intervention d'urgence

Cette action facilitatrice a été prise en compte au niveau de celle 1.5.

2.3.2. Axe Prioritaire 2 : Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée nécessaire à la survie

Action facilitatrice 2.1 : Promouvoir les bonnes pratiques et comportements (sensibilisation, appui psycho-social...)

Action facilitatrice 2.2 : Fournir les biens de survies et infrastructures aux communautés touchées

Pour cette action facilitatrice des activités ont été réalisés dans le cadre de l'assistance aux personnes déplacées internes, aux réfugiés maliens et aux migrants et leurs familles :

Assistance aux réfugiés maliens, migrants, leurs familles et les personnes hors camps

Volet RLF

L'assistance en matière de RLF au profit des réfugiés et des migrants repose essentiellement sur la collecte et distribution des MCRs, le traitement des DRs, les appels téléphoniques, le suivi des cas. Au cours de l'année 2019, 37 MCRs ont été distribués aux réfugiés et migrants et aux personnes hors camps, 1086 personnes ont bénéficié des appels téléphoniques pour le rétablissement et le maintien des liens familiaux et une réunification familiale a été faite conjointement avec le CICR. Au total 10 volontaires ont été mobilisés pour les sorties sur les camps, dans les familles et pour l'animation des kiosques RLF.



Photo 16 : kiosque RLF

Assistance aux personnes déplacées internes

De Nombreuses actions ont été réalisées dans plusieurs secteurs au profit des personnes déplacées internes.

Pour le volet Shelter et NFI 880 abris de type sahel Shelter ont été réalisées au profit de 9042 personnes déplacées, et 100 volontaires issus de 02 comités ont été formés sur les techniques de construction de ces abris.



Photo 17 : Construction d'abris de type sahel Shelter

430 ménages soit 3584 personnes ont bénéficié de kits NFI composé essentiellement de kit cuisine, de bâches, seaux, savons, serviettes, kit de dignité, jerrycan, couvertures, nattes et moustiquaires.



Photo 18 : ciblage et distribution de kit NFI aux PDIs

Pour le volet WASH, 1350 kits Wash ont été distribués au profit de 1350 ménages déplacés et des campagnes de promotion de l'hygiène et de l'assainissement ont touchées 13600 personnes. 08 forages ont été également été réhabilités ou réparés.

Pour la mise en œuvre des activités Wash 26 volontaire ont été formés sur la promotion de l'hygiène et de l'assainissement.

En matière de RLF, 1019 personnes ont été rétablies et maintenu le contact familial dont 425 ENA/ES, 450 femmes vulnérables et 144 adultes vulnérables.

Action facilitatrice 2.2 : Accompagnement et Mise à disposition de moyens de relèvement

Les activités réalisées dans ce volet se résument comme suit :

Réalisation de 136 habitats durables au profit de 136 ménages vulnérables, la distribution de 300 foyers améliorés et la construction de 30 greniers améliorés.



Photo 19 : distribution de foyers améliorés

2.3.3. Axe prioritaire 3 : Soutenir la coordination stratégique à travers la participation aux rencontres sectorielles internes et externes

Action facilitatrice 3.1 : Organiser des cadres de concertations intersectorielles au niveau interne

Cette action facilitatrice n'a pas été mise en œuvre pour 2019. Cependant, des rencontres de coordination hebdomadaires ont été initiées par le Secrétaire Général. En plus des points des actions menées ainsi que les programmations, ces rencontres ont été aussi des cadres d'échanges entre les différents coordonnateurs et directeurs.

Action facilitatrice 3.2 : Garantir la participation de la CRBF dans tous les cadres sectoriels de concertation au niveau national

Pour 2019, la Croix-Rouge à travers ses différentes coordinations a participé à plusieurs cadres sectoriels de concertation au niveau national. Nous pouvons citer entre autres :

- Les cadres de concertation mensuelles de revue de la situation SAN national ;
- Les sessions du Cadre Harmonisé (CH) ;
- Les cadres du Groupe de Travail pour la Protection de l'Enfant (GTPE) ;
- Le cadre de concertation du cluster Wash/Abris ;
- Etc.

2.3.4. Analyse et commentaires sur la mise en œuvre des activités au cours de la période :

Ce qui a marché :

- Le respect du chronogramme de la mise en œuvre des activités dans les délais prévus.

- L'implication des comités provinciaux dans la mise en œuvre des activités
- La réalisation d'activités de préparation sur fonds propres par des comités
- La remontée d'information et la réalisation d'évaluation par certains comités
- L'implication des communautés dans la réalisation des activités
- La réorganisation de l'équipe terrain pour l'atteinte des objectifs
- La mobilisation des volontaires, hygiénistes et des décideurs communautaires

Difficultés rencontrées

- Les multiples reports des missions de supervisions conjointes des activités sur le terrain avec le CICR en raison de zones non accessibles par le CICR ou indisponibilité de personnels ;
- Les activités ponctuelles conjointes CICR-CRBF qui perturbent souvent le planning de mise en œuvre des activités prévues ;
- Faible mobilisation des communautés pour la collecte des agrégats et la confection des adobes.
- L'accès difficile aux zones d'intervention liée à l'insécurité
- L'insuffisance de kits de formation en premiers secours
- L'accès difficile aux ressources financières liée à la fermeture des institutions financières à Djibo

Leçons apprises/bonnes pratiques (stratégies/actions développées pour surmonter ou faire face aux difficultés rencontrées)

- Le suivi des mouvements du personnel et volontaire sur le terrain permet de réduire les risques d'insécurité.
- L'implication des populations et des services techniques déconcentrés dans les différentes phases du projet contribue à l'atteinte des objectifs.
- Disposer d'un budget autonome pour la réalisation des missions de supervision des activités terrain ;
- La réorganisation du planning pour prendre en compte les imprévus dans la mise en œuvre des activités ;
- L'anticipation dans l'organisation des activités pour pallier aux retards du transfert des fonds et dans la mise en œuvre des activités imprévues ;

2.4. OBJECTIF STRATEGIQUE 4 : Contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques des populations vulnérables au niveau communautaire (DOMAINE : protection de l'enfance, assistance sociale, sécurité alimentaire et résilience)

Finalité : L'accroissement de l'autonomie socio-économique des populations vulnérables dans les communautés.

2.4.1. Axe prioritaire 1 : Renforcer la protection sociale des personnes vulnérables

Action facilitatrice 1.1 : Renforcer les compétences des volontaires sur certaines thématiques

Le projet Insertion et Stabilisation Socio- Economique des Jeunes et des Femmes dans la province du Séno a procédé à une formation de 40 volontaires de la CRBF sur les moyens d'existence et 30 ont bénéficié d'un renforcement de leur connaissance sur les sept principes de la Croix-Rouge. Ces renforcements de capacité visent à améliorer le suivi des bénéficiaires des activités du projet par les volontaires.



Photo 20 : Formation permanente et assistance technique dans le cadre de l'apprentissage dans les domaines de la culture des céréales et du maraichage.

Cette activité est basée sur un suivi continu et une assistance à la population pour les cultures céréalières et maraichère adéquates. Les formations se font directement sur le terrain, sous prétexte d'apprendre en faisant de la préparation du sol jusqu'à la récolte. Cette assistance a pu toucher les productrices de 5 sites maraichers (258 femmes) et 100 producteurs céréaliers.

Parmi les différentes thématiques, sujets dans lesquels la formation permanente et l'assistance sont faites sont les suivantes :

- Les techniques de préparation des sols
- Technique de production et d'utilisation du compost
- L'utilisation de la fumure organique
- Rotation et intercalation des cultures
- Les techniques de formulation des bio intrants
- Les techniques de mise e place et entretien des pépinières maraichères
- La lutte phytosanitaire
- Les rotations et associations culturales

- Les techniques CES/DRS

Photos d'illustration



Photo 21 : Formation à la conservation et au stockage des céréales et produits horticoles à 300 familles.

L'objectif de cette activité est de former la population aux techniques de conservation adéquate, en particulier des céréales, ainsi qu'à la conservation de certains produits maraichers. A cette fin, 100 personnes dont 50 femmes et 50 hommes ont été formées aux principaux risques de post-récolte inadéquate, qui sont les impacts économiques et sanitaires et les techniques pour réduire ces pertes.

Cette formation a été réalisée en partenariat avec le service technique de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles sous le thème : techniques de stockage et de conservation des produits céréaliers et maraichers.



Photo 22 : Participants à la formation sur les techniques de stockage et conservation des produits céréaliers et maraichers

Réalisation de 50 greniers communautaires traditionnels.

L'activité est liée à la conservation des produits, en particulier des céréales. Les populations rurales pratiquent une agriculture pluviale de subsistance, qui dépend des incertitudes climatiques. Par conséquent, la production varie beaucoup d'une année à l'autre et la satisfaction des besoins alimentaires n'est pas garantie de façon permanente. Les céréales sont stockées dans des granges traditionnelles et les membres de la ferme familiale les consomment tout au long de l'année.

Ainsi 50 greniers traditionnels ont été réalisés comme dans les 5 villages d'intervention du projet.

L'étape importante dans le cadre de cette activité a été la formation des artisans maçons en technique de construction de greniers traditionnels en banco.

Ainsi, 10 maçons et 5 volontaires issus des villages d'intervention ont été outillés en technique de construction de greniers traditionnels Cette formation a été réalisée en collaboration avec le Projet RESA, qui met en œuvre la même activité de Restauration de greniers Traditionnels.



Photo 23 : Séance d'ouverture, explicative et informative de la formation des participants



Photos 24 : Réalisation de la Toiture du grenier



Photo 25 : Fixation de la toiture

Réalisation de 5 plans de viabilité/affaire dans les groupements maraîchers

La réalisation des plans d'action /plan de viabilité a été effective à cet effet. Suite aux sensibilisation réalisées sur le terrain en passant par la remise des outils de gestion organisationnelle et la formation en vie associative et leadership, cet atelier qui a connu la participation de 20 femmes des groupements maraichers et 5 volontaires communautaires des villages de Takatami, Takoulo, Niaptana, Ibaltingou et Sagou a permis de matérialiser les plans d'action/plan de viabilité. Au cours de l'atelier, des comptes d'exploitation prévisionnels ont été également élaborés par les membres des groupements.



Photo 26 : atelier groupements maraichers

Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre des projets d'urgence en faveur des personnes (femmes et enfants) déplacées et des réfugiés dans les régions du Sahel, Centre-Nord, Nord, la Croix-Rouge Burkinabè en partenariat avec ses partenaires a renforcé les compétences des volontaires en vue de leur permettre de mener à bien leurs activités sur le terrain. Ce sont au total 90 Volontaires qui ont été formés sur les thématiques suivantes :

- Animation des enfants dans les EAE en situation d'urgence
- La protection de l'enfance en situation d'urgence
- Les violences, abus faits aux enfants en situation d'urgence

Aussi, sur les droits et devoirs des enfants, la cohésion sociale/cohabitation pacifique, le civisme et la citoyenneté au total 100 adolescents ont été formés dont 51 filles et 49 garçons.

Action facilitatrice 1.2 : Assurer l'assistance sociale aux personnes vulnérables

La Croix-Rouge Burkinabè a, en collaboration avec ses partenaires, mené plusieurs activités dans l'assistance sociale aux personnes vulnérables dans le cadre de la mise en œuvre de plusieurs projets.

❖ Les projets d'urgence en faveur des personnes déplacées dans les régions du Sahel, du Centre-Nord et du Nord ont permis une mise en œuvre efficace et efficiente des activités sur le terrain ayant abouti aux résultats suivants :

- **3 sessions** de formation en faveur de 27 agents terrains dont 7 superviseurs et 20 animateurs afin de permettre à ces derniers de mener à bien leurs activités sur le terrain au profit des personnes déplacées et particulièrement des enfants.



Photo 27 : Sessions de formation sur la PESU à Ziniaré

- **24 046 enfants** dont 11 630 filles et 12416 garçons ont bénéficié d'une prise en charge psychosociale ainsi que l'accès à 23 Espaces Amis d'Enfants et au camp de réfugiés Goudebou.



Photo 28 : Animation avec les enfants dans les Espaces Amis des Enfants (kongoussi, Tougouri)

- **1 568 ménages** dans les régions du Sahel, du Centre-Nord et du Nord dans le cadre ont bénéficié de kits d'urgence composés chacun des items suivants : coton réutilisable, seaux, chaussures lèkè (paire), chaussures tapettes, bidons (20 litres), tenues filles, tenues garçons, pâte dentifrice, brosses à dents pour enfants, brosses à dent pour adultes, savon.
- **2296 élèves** déplacés ont bénéficié de kits éducatifs dont 1184 filles et 1112 garçons dans les régions du Sahel et du Centre-Nord.



Photo 29 : Distribution de kits d'urgence aux personnes vulnérables

- **965 enfants** bénéficiaires directs dont 381 filles et 564 garçons ont reçu du cash pour 4721 bénéficiaires indirects touchés dont 2352 filles et 2369 garçons. Aussi, 750 enfants bénéficiaires directs ont été ciblés et dans l'attente de recevoir du cash.
- **1191 enfants** victimes d'abus, de violences et d'exploitation, malades dont 608 filles et 583 garçons ont bénéficié d'une prise en charge holistique à travers des soins de santé, des achats de vêtements, chaussures etc.
- **535 enfants** non accompagnés et séparés (ENAS) ont bénéficié des services de rétablissement des liens familiaux (RLF) dont 262 filles et 273 garçons dans les régions du Sahel, Centre-Nord et Nord. De ce nombre d'ENAS touchés, 159 ENA/ES ont été réunifiés avec leurs familles.

❖ Le projet protection et éducation des jeunes filles à risque ou en situation de travail a travaillé à la mobilisation et à la structuration des dispositifs communautaires pour la protection des enfants. Cela a prévalu à ce que le niveau communautaire soit intégré dans le dispositif national de protection de l'enfant et un référentiel sur les cellules communautaires de protection de l'enfance (CCPE) est en cours de validation au niveau du GTPE. La CRBF a largement contribué à la production du document de référence.

- 863 jeunes filles ont bénéficié de l'assistance éducative
- 255 jeunes filles ont bénéficié de la cantine scolaire
- 36 jeunes filles ont bénéficié des formations professionnelles en couture et coiffure
- 33 jeunes filles ont bénéficié de kits en couture et coiffure

Il a contribué à l'amélioration des conditions de vie des populations par la mise en place des comités AGR dans 6 villages de province du Poni. Ce sont 398 femmes qui mènent des AGR fonctionnelles.



Photo 30 : Ssuivi des AGR par l'animateur de deux jeunes filles et d'une femme dans les villages de Sanwara et Ponalathéon

Action facilitatrice 1.3 : Assurer la promotion et la réinsertion sociale des personnes vulnérables

Dans la province du Séno et comme partout ailleurs au Burkina Faso, la pauvreté a un visage féminin. Les femmes sans emploi stable essaient de développer des activités génératrices de revenus avec le peu de moyens dont elles disposent. A travers le projet Insertion, la CRBF a accompagné 200 femmes œuvrant dans les micros entreprises de petit commerce et de 100 femmes travaillant dans la collecte et la vente des Produits Forestiers Non Ligneux avec du matériel et du cash pour l'amélioration de leurs unités économiques. Elle a également doté 60 femmes des six (06) communes avec de séchoirs solaires pour le séchage des produits maraîchers. Cette activité permettra à ces femmes d'améliorer leurs revenus mais également de rendre disponible les produits maraîchers pendant les périodes chaudes où le manque d'eau réduit considérablement la production maraîchère.



Photo 31 : Distribution du matériel aux femmes à Dori dans le cadre de l'appui aux Activités Génératrices de Revenus



Photo 32 : Une bénéficiaire de Dori recevant un âne pour la collecte et la vente des PFNL des mains du deuxième adjoint au maire de Dori

Le projet RESA a appuyé 400 ménages dans la mise en place d'AGR.

Les types d'AGR mis en place sont :

- Embouche
- Vente d'articles divers
- Transport de marchandise avec charrette
- Commerce d'habits
- Menuiserie

Tableau : Quantité de produits distribués pour les AGR

Appui du projet	Composition	Quantité distribuée
Bélier	3 béliers par ménage (255 ménages)	765
Chèvres	4 chèvres par ménage (14 ménages)	56
Charrette + âne		22
Céréales	Mil et sorgho, 4 sacs par ménage (17 ménages)	68
Articles divers	Savon, thé, sel, huile, farine de blé, riz, haricot,	76 kits
Cash	100 000 F par ménage (9 ménages)	900.000 frs CFA

Action facilitatrice 1.4 : Sensibilisation des populations sur les droits de la femme et de l'enfant

Formation en Droits de l'Homme et genre

En vue de parvenir à des résultats meilleurs pour une durabilité et une efficacité des actions, la Croix-Rouge Burkinabè a entrepris de travailler en étroite collaboration avec les services techniques de la Direction Provinciale de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la famille du Yagha dans le cadre de la mise en place de la **formation en Droits de l'Homme et genre** dans le cadre de la mise en œuvre du projet SAME Sebba III dans les villages de Takatami, Takoulo, Niaptana, Ibaltingou et Sagou.

Cette formation qui a mobilisé **100** participants dont **77** hommes et **23** femmes s'est tenue à Sebba et à Boundoré. Lors de cette formations **les droits de la femme**, la communication **sur le genre**, droit et sante de la reproduction à la santé, la communication sur **le droit à l'éducation** ; ont été abordés

en long et large et l'ensemble des participants ont témoigné prendre de bonnes notes sur ces dits droits de la femme et de l'enfant.

Pour ce qui est des sensibilisations dans le cadre de l'urgence, plusieurs causeries éducatives ont été organisées avec les femmes et les hommes sur des thématiques diverses comme les droits de l'enfant en situation d'urgence, les risques de conflits et de séparations familiales, les violences et abus sur les enfants dans des situations d'urgence. Ces séances de sensibilisation ont permis de toucher en 2019, 12 277 personnes dont 6 577 femmes et 5 700 hommes.

D'autres thèmes de sensibilisation ont ciblé aussi bien les enfants (filles, garçons) et les femmes et les hommes. A ce titre, des thèmes sur la prévention des violences sexuelles (1 421 personnes touchées dont 908 femmes et 513 enfants filles/garçons), l'éducation à la paix (160 personnes touchées dont 96 femmes et 64 hommes).

Réalisation de 20 fora sur les droits des enfants, 1 émission radiophonique et 2 théâtres forum ont permis de sensibiliser les populations sur les droits des enfants.

1265 Jeunes filles ont également bénéficié de sensibilisation sur les droits et devoirs des enfants



Photo 33 : Séance de sensibilisation au lycée département de Gbomblora sur les droits et devoirs des adolescents avec le spécialiste de la direction régionale des Droits Humains du Sud-Ouest

Action facilitatrice 1.5 : Assurer un encadrement pédagogique en faveur des enfants

Dans le cadre de l'urgence, la Croix-Rouge en partenariat avec ses partenaires, a mis en œuvre dans le domaine éducatif plusieurs activités dans les régions du Sahel, Centre-Nord et du Nord. Ces activités ont permis de toucher en 2019 dans les axes suivants :

Au niveau de la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école, au total 3121 enfants dont 1536 filles et 1585 garçons en âge scolaire ont été identifiés et ont pu être accompagnés.

Sur le plan de l'éducation de base formelle et non formelle en faveur des enfants des personnes déplacées, ce sont au total 4972 enfants dont 2514 filles et 2458 garçons qui ont bénéficié de séances d'éveil éducatif au niveau des EAE.

S'agissant de la formation des enseignants sur la Prise en charge Psycho-Sociale et l'éducation à la paix/Safe school (PSS) et prévention de conflits, l'éducation à la paix/réduction des risques de catastrophes, elle a pu toucher 246 enseignants dans les régions du Sahel et du Centre-Nord.

2.4.2. Axe Prioritaire 2 : Améliorer l'alimentation des personnes vulnérables avec la pleine participation des communautés

Action facilitatrice 2.1 : Former des volontaires sur les aliments à haute valeur nutritive

Organisation de deux foires agricoles locales.

L'activité a consisté à organiser deux mini foires agro-alimentaires dans le chef-lieu de la province de Yagha, Sebba, où les groupes de production maraîchère ont eu la possibilité d'exposer des produits maraichers et partager des recettes ancestrales à base de ces produits et avec des valeurs nutritionnelles élevées. La réalisation d'une mini foire alimentaire s'inscrit dans une stratégie d'intervention à long terme sur la persistance de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ainsi, la foire a été l'occasion de préparer de vieilles recettes qui ont été abandonnées ou presque. Les foires ont donc pour but de mettre en évidence les pratiques nutritionnelles basées sur les connaissances et les produits locaux et de les ramener à la maison. Si le régime est enrichi sur le plan nutritionnel le risque de malnutrition chez les enfants est réduit, et les mères en âge de procréer peuvent avoir des enfants moins exposés au risque.

La première foire agro-alimentaire du Projet a été réalisée le 17 juin 2019 à Sebba. Vingt-cinq (25) femmes des groupements maraichers et 5 volontaires venus de Sagou, Takatami, Takoulo, Ibaltingou et Niaptana ont présenté plus d'une dizaine de recettes faites à base d'ingrédients locaux, disponibles dans les communautés et riches en éléments nutritifs. Plus de 200 personnes ont visité les recettes proposées par les femmes. Les autorités administratives, les services techniques déconcentrés de l'Etat, les ONG basées à Sebba ont aussi pris part à cette première foire agro-alimentaire du Projet SAME Sebba 3.

Photos d'illustration de la foire agroalimentaire



Photo 34 : Mot d'ouverture par le président du comité Photos des officiels (CP, SGP, Maire de Sebba, RESA)



Photo 35 : Visite des stands-échanges- Exposantes de Ibaltingou en attente

Action facilitatrice 2.2 : Promouvoir la production de produits à haute valeur nutritive (maraichage, petit élevage diversifié, jardins potagers et fruitiers)

Pour la poursuite de l'appui dans la production maraichère dans le cadre de la mise en œuvre du « **Projet de renforcement de la résilience de 300 ménages dans les communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les communes de Sebba et Boundoré** », les groupements féminins ont reçu une deuxième livraison de semences maraichères au mois d'Août 2019 faisant suite à la dotation de 2018. Au total **10 350 g** de semences toutes spéculations confondues ont été livrés pour cette deuxième phase de 2019.

Pour la campagne maraichère 2018-2019, **3,55 ha** de terre ont été emblavée pour une production totale de **32 149 Kg soit 32 Tonnes** toutes spéculations confondues.



Photo 36 : Voyage d'Échange d'expériences, capitalisation des bonnes pratiques entre groupes de femmes maraichers.

Cette activité vise à renforcer les capacités des groupes à travers des échanges avec d'autres groupes ayant un développement productif durable. Pour cela, les regroupements qui ont été renforcés dans les PHASES I et II tels que Sandari ont été pris en compte.

Ainsi, Le contact et l'apprentissage avec d'autres groupes maraichers ont permis tout d'abord la motivation des groupes, deuxièmement, de comprendre les avantages de la production maraichère d'une manière associée et les difficultés et troisièmement, d'avoir une vision à moyen terme de ce qui est le but du groupement.

L'échange a porté sur 25 femmes de 5 groupements qui ont été sélectionnées par les groupes eux-mêmes et 3 volontaires communautaires. Ce groupe sélectionné ont part aux voyages d'échanges, d'apprentissages et de partage d'expérience ;

Un deuxième voyage d'échange fait suite à celui effectué en juin 2019 en vue de renforcer les capacités pratiques. Il s'est effectué dans la commune de Sebba, au sein de la Coopérative maraichère BOUMBOU dont les capacités organisationnelles, de production et d'expérience ont été développées lors des phases précédentes. Ainsi, le premier voyage ayant été très bénéfique pour les participants, ce présent voyage a davantage renforcé leurs capacités pratiques en leur permettant de constater l'évolution pratique des activités au niveau du site d'accueil à Sebba.



Photo 37 : Visites guidées des réalisations autour du boullis maraicher (prise de notes, échanges, animations, activités pratiques)

2.4.3. Axe Prioritaire 3 : Améliorer durablement la production agricole et alimentaire des ménages vulnérables

Action facilitatrice 3.1: Créer des unités de transformation

Dans la province du Séno, la plupart des femmes passent tout leur temps à écraser les céréales (riz, maïs) avec des meules traditionnelles ou à décortiquer ces différents produits aux mortiers. A cela, s'ajoute les autres corvées comme l'occupation des enfants, préparation du repas familial, l'alimentation du bétail, la recherche de l'eau, etc. Elles n'ont pratiquement pas le temps pour mener une activité rémunératrice. La CRBF a voulu contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques des femmes de la province en mettant à leur disposition 12 moulins à grains et 06 plateformes multifonctionnelles. Ces équipements vont réduire la pénibilité des femmes mais également générer des revenus pour ces dernières.



Photo 38 : Installation de la plateforme multifonctionnelle à Seytenga
Action facilitatrice 3.2 : Renforcer la lutte contre la désertification

Dans un élan de lutte contre la dégradation des terres, la CRBF en collaboration avec la Croix Rouge Espagnole a mis en œuvre des activités de récupération de 100 ha de terres aux profits de **100 bénéficiaires dont 5 femmes**. Cette activité dont l'évaluation des résultats interviendra en 2020 va permettre non seulement la récupération des terres et surtout d'accroître la production agricole au profit des populations.

Une formation a été organisée au profit de 100 bénéficiaires et les volontaires au sein des 5 villages d'intervention du projet en techniques de Conservation des Eaux et des Sols et de Défense et Restauration des Sols (CES/DRS).



Photo 39 : Formation des bénéficiaires et des volontaires sur les techniques CES/DRS

Dotation d'intrants maraichers (semences, outils, outils et espèces forestières) à 5 groupes

Une dotation de semences agricoles améliorées certifiées (au profit des bénéficiaires pour de meilleures productions et de semences de base au profit de la ferme semencière de Sebba dont la production servira de banque de céréales pour les bénéficiaires en cas de besoin pour les années à venir.

Les semences certifiées octroyées (**1320 kg**) aux producteurs ont permis d'emblaver **505,5 ha** toutes spéculations confondues dans l'ensemble des 5 villages d'intervention et **10,5 ha** emblavé pour les semences de base (**150 kg**) par la ferme semencière de Sebba



Photo 40 : Parcelle de sésame, variété S42 Parcelle de Sorgho, variété CSM 63^E ferme semencière de Sebba de la ferme semencière de Sebba



Photo 41 : Pose de carré de rendement à Sagou

Le projet Resa à son tour a appuyé 600 ménages avec la semence certifiée. Il s'agissait des semences de sorgho, Mil et le niébé. Les quantités distribuées sont dans le tableau ci-dessous.

Tableau : quantités de semences certifiées distribuées aux ménages

Communes	Villages/Sites	Nbre H	Nbre F	Total	Sorgho	Mil	Niébé
Solhan	Solhan	38	8	46	115	115	16
	Dambini	38	5	43	107,5	107,5	10
Titabé	Batibogou	40	7	47	117,5	117,5	14
	Tegou-mangou	37	14	51	0	255	28
	Diamana	49	12	61	195	110	24
Boundoré	Kankantiari	36	3	39	97,5	97,5	6
	Louba	57	10	67	167,5	167,5	20
	Boundoré	76	9	85	212,5	212,5	18
	Formou	41	3	44	110	110	6
Sebba	Sebba	23	7	30	75	75	14
	Niaptana	30	18	48	120	120	36
	Gatougou	23	7	30	75	75	14
TOTAUX		488	103	591	1392,5	1562,5	206

Une dotation de matériel (outils complémentaires) pour la réalisation de cordons pierreux

Après la réception technique au niveau de Sebba, le matériel a été remis aux bénéficiaires dans les villages de Sagou, Ibaltingou, Niaptana, Takoulo et Takatami. L'acquisition de ce matériel va favoriser la mise en œuvre de la réhabilitation de 100 ha de terres et permettra aux bénéficiaires de collecter les moellons et de réaliser les cordons pierreux en vue de restaurer la fertilité des sols improductifs en production végétale



Photo 42 : Réception du matériel de réalisation des barrières antiérosives

Reboisement dans les sites maraichers

Dans les soucis de renforcer la lutte contre la désertification à travers la préservation et la régénération des ressources naturelles, une deuxième phase de reboisement s'est réalisée en début Août 2019. Ce reboisement a été réalisé dans les quatre sites maraichers par les communautés bénéficiaires avec l'appui des agents des services techniques de l'environnement. Pour cette phase, 420 plants composés d'Acacia nilotica, de Moringa olifera, d'Adansonia digitata, et de Ziziphus greffé ont été reboisés dans les sites et se portent bien.



Photo 43 : Reboisement dans les sites maraichers

Formation et fourniture de matériels pour la réalisation de 300 foyers améliorés familiaux

Le diagnostic communautaire a montré que les familles consomment environ 13 kg de bois de chauffage par jour. Cela signifie que la pression sur les ressources naturelles rares est assez élevée. Par conséquent, et comme élément fondamental d'une stratégie de résilience est l'utilisation

appropriée des ressources naturelles. La construction de foyers améliorés permet d'utiliser efficacement le combustible principal qu'est le bois de chauffage et d'éviter les fumées qui sont à l'origine des problèmes respiratoires de la population. Il est possible d'économiser jusqu'à 50% de bois de chauffage. L'activité implique la formation de familles pour l'auto-construction de cuisines améliorées.

Ainsi, le projet a entrepris de soutenir avec les matériaux nécessaires à la construction. Les foyers améliorés ont été fabriqués par les familles, elles sont donc adaptées aux besoins de chacun et à la taille du noyau familial.

Cette formation a donc été réalisée dans les villages de Sagou, Ibaltingou, Takoulo, Niaptana et de Takatami. Elle a été assurée par les monitrices formées par le projet RESA. Celles-ci ont été identifiées par les agents du projet RESA afin de partager leur savoir-faire aux femmes bénéficiaires du projet SAME Sebba 3. Au total, 300 femmes de nos cinq villages d'intervention (Sagou, Ibaltingou, Takoulo, Niaptana et Takatami) ont bénéficié de cette formation.

Au total dans l'ensemble des 5 villages d'intervention 319 foyers améliorés ont été construits

Les agents de l'environnement qui ont été présents, ont fait des communications sur l'utilité et les avantages des foyers améliorés dans la promotion de l'environnement et dans l'économie du ménage. Ils ont très bien apprécié la mobilisation des femmes, leur engagement et l'organisation d'une façon générale de la formation.

Photo 44 : Illustrations de la construction des foyers améliorés à Sagou



Photo 45 : Illustrations de la construction des foyers améliorés à Takatami



Le projet RESA a formé 303 monitrices dans le cadre de la réalisation des foyers améliorés 3 pierres en banco. La restitution par ces monitrices ont permis la réalisation de 4886 foyers dans 2709 ménages.

Tableau : Situation de la réalisation des foyers améliorés.

Désignation	Nombre
Nombre de monitrices formées	303
Nombre de foyers réalisés	4886
Nombre de ménages touchés	2709

Action facilitatrice 3.3 : Sensibilisation les populations à l'adaptation aux effets des changements climatiques

Aucune activité menée pour cette action facilitatrice

2.4.4. Analyse et commentaires sur la mise en œuvre des activités au cours de la période : PROTECTION DE L'ENFANCE, ASSISTANCE SOCIALE, SECURITE ALIMENTAIRE ET RESILIENCE

Ce qui a marché :

- Plus de 80% des activités programmées ont été réalisées. L'appui des 300 femmes dans le micro entreprise et dans la collecte et la vente des PFNL a été particulièrement apprécié par les bénéficiaires.
- L'accompagnement de la laiterie de Bani et de celle de Falagountou a permis d'améliorer la qualité du lait transformé mais également d'augmenter les recettes des bénéficiaires.
- Les bénéficiaires des moulins de Demni dans la commune de Dori et setdebé (hameau de culture) da Falagountou ont particulièrement apprécié l'appui car il est venu soulager les femmes qui parcourraient des kilomètres pour la transformation de leurs céréales.
- Adhésion des autorités administratives des populations déplacées et des communautés hôtes aux projets
- Forte mobilisation et l'implication des communautés dans la mise en œuvre des projets
- Une appropriation des activités par les communautés
- Taux d'exécution technique satisfaisant malgré l'insécurité
- Accompagnement des partenaires
- Bonne dynamique de renforcement des capacités sur les thèmes : moyens d'existence, cash, qui a abouti à la mise en place d'un réseau de volontaires et de staff formés et certains comme formateurs
- Notre présence au niveau communautaire et dans les différentes instances, cash et SA a renforcé notre image.
- Synergie avec d'autres coordinations (communication, santé)

Difficultés rencontrées

- La lenteur dans les procédures d'acquisition a été la principale difficulté de la mise en œuvre des activités au cours de cette année 2019

- Difficulté liée à l'approvisionnement en eau dans certains espaces du fait de l'éloignement du point d'eau. A ce niveau, la contribution des clubs des mères est efficace en ce sens qu'elles participent fortement dans la collecte d'eau.
- Insuffisance de ressources humaines (animateurs communautaires) pour les animations.
- Manque de nourriture pour les enfants au niveau des espaces. La Croix-Rouge Burkinabè pour y pallier distribue des biscuits glucosés aux enfants afin de leur donner des forces lors des animations.
- Difficulté de faire venir des prestataires dans les zones. On suggère de mettre l'accent sur les fournisseurs locaux
- La difficulté de mobiliser les volontaires au niveau local
- Difficulté d'avoir des prestataires en mesure de réaliser des bons ouvrages hydrauliques

Leçons apprises/bonnes pratiques (stratégies/actions développées pour surmonter ou faire face aux difficultés rencontrées)

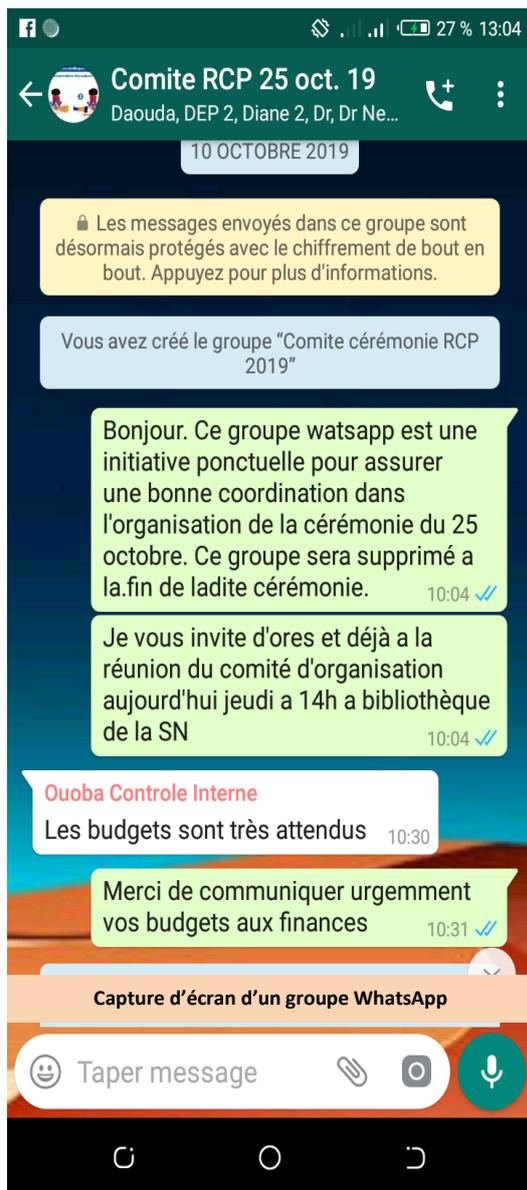
- Implication des autorités administratives et locales dans la mise en œuvre des projets
- Sensibilisation des communautés pour une forte adhésion aux projets
- Organisation de rencontres de concert avec les autorités locales et les communautés
- Adaptation du contexte sécuritaire à travers le respect strict des règles de sécurité
- Mise à contribution des volontaires dans la mise en œuvre des activités avec la restriction des mouvements des agents terrain.
- La création et le renforcement des capacités locales est une nécessité pour la poursuite des activités au niveau communautaire.
- Nécessité de mener des actions de renforcement des marchés en faveur des commerçants locaux pour les rendre capable de répondre à nos besoins en tant qu'humanitaires.

OBJECTIF STRATEGIQUE 5 : Renforcer l'identité institutionnelle et la visibilité de l'action humanitaire de la CRBF (DOMAINE : COMMUNICATION, VISIBILITE, DIFFUSION DES VALEURS HUMANITAIRES)

Finalité : Faire connaître la Croix-Rouge pour faciliter son action sur le terrain

2.4.5. Axe prioritaire 1 : Garantir la cohérence de la communication interne

Action facilitatrice 1.1 : Formaliser la stratégie de communication interne



Dans le but de mettre les agents au même niveau d'information, des outils ont été développés et exploités pour faciliter le partage des informations entre le personnel. Il s'agit entre autres :

- des groupes WhatsApp « dynamique CRBF » qui permettent de partager des informations stratégiques au staff managérial et de faire la veille sécuritaire. Ce groupe a été renforcé par les groupes des zones sécurité et ceux créés ponctuellement pour gérer efficacement certains évènements comme le 8 mai et le lancement de la RCP ;
- des mailings qui permettent de partager avec l'ensemble du personnel et des membres des informations presses, des informations sociales et les notes de service.
- Sept plans de communication ont été élaborés pour soutenir la communication de différents projets de la SN à savoir : le projet d'urgence sur les personnes déplacées internes dans le Centre-Nord (Yirgou/Unicef) ; PASSANAD/Poni ; EHADA ; SAME, PESU, Lancement du projet sur la réanimation cardio-pulmonaire.

Action facilitatrice 1.2 : Mettre en œuvre la stratégie de communication interne

Grâce aux canaux de communication mis en place, le personnel et les membres ont été informés sur les activités menées par les différents projets, les informations sur les recrutements et mouvements du personnel, les informations d'ordre social (naissances, baptêmes, mariages, décès, etc.) et aussi sur l'information nationale et internationale.

De manière générale, on peut retenir que :

- 03 rapports synthèse sur les activités des coordinations ont été produits et mis à la disposition des membres du conseil de direction pour leurs réunions périodiques
- 01 rapport synthèse 2016-2019 a été produit pour la 14^e Assemblée générale
- 11 notes d'informations ont été diffusées au personnel par mail et par affichage interne ;
- 165 revues de presse quotidiennes ont été rédigées et diffusées dans le mailing ;
- 49 numéros du Flash info ont été produits et diffusés dans le mailing ;
- Des réunions périodiques ont été organisées notamment les rencontres de coordinations avec le Secrétaire Général, les Assemblées Générales d'information du personnel ;
- Des mails de bienvenu ont été envoyés aux nouvelles recrues et des livrets d'accueil mis à leur disposition.

2.4.6. Axe prioritaire 2 : Renforcement de la visibilité pour un meilleur positionnement de la CRBF comme une institution d'intervention dans les urgences et le développement communautaire

Action facilitatrice 2.1 : Réviser la stratégie de communication externe

Un plan de communication de la SN pour l'année 2019 a été élaboré et mis en œuvre. C'est le plan d'action opérationnel de la coordination en charge de la communication.

Action facilitatrice 2.2 : Mettre en œuvre la stratégie de communication externe

Diverses actions ont été mises en œuvre pour donner de la visibilité à l'action humanitaire de la Croix-Rouge Burkinabè et de ses partenaires. Il s'est agi de :

2.2 -1- Relations publiques et suivi des relations presse



Audience avec le Directeur Général la radio Omega FM

Dans le but de renforcer les liens avec les médias, des visites de courtoisie ont été rendues à 04 organes de presse installés à Ouagadougou (Wat Fm, 3TV, Savane FM, Burkina24). Ces visites ont permis d'échanger sur leurs coûts de prestation et des gadgets CRBF (stylos, calendriers, bloc-notes, dépliants) leur ont été remis. Ces actions ont porté fruit, car au cours de l'année 2019 les activités de la SN ont été abondamment relayées par les 06 communiqués de presse ont été publiés.

Pour intéresser davantage les médias à l'actualité humanitaire, deux activités majeures ont été réalisées avec l'appui du CICR :

- Un atelier presse avec la participation de 25 journalistes venues de différentes régions à risque à risque (Nord, Centre-Nord, Sahel, Est)

- Un concours de reportage humanitaire sur les personnes déplacées et le 10^{ème} anniversaire de la convention de Kampala. Une trentaine d'œuvres ont été reçues et 6 ont été primées lors de la cérémonie de remise des prix (29 novembre 2019).



Photo de famille avec les lauréats du concours sur le reportage humanitaire

2.2 -2- Communication sociale et site web

Les supports numériques de la SN sont devenus des plates-formes d'information incontournables pour les internautes. La page Facebook totalise plus de 12 300 followers. Certaines publications atteignent plus de 126 000 vues. Durant l'année 2019, 42 articles ont été mis en ligne sur le site web pour rendre compte des activités des projets et programmes, 96 informations brèves ont été publiées sur la page Facebook.

Ces supports constituent également des mécanismes de retour d'information permettant de collecter les avis et suggestions des internautes sur les activités humanitaires de la CRBF. Un sondage en ligne a permis de collecter 188 messages sur la page. Au cours de la même période, 31 avis de recrutement ont été mis en ligne sur le site web et sur la page Facebook.

2.2 -3- Coordination événementielle

L'équipe communication a apporté son appui à l'organisation de 08 cérémonies des projets et programmes. En plus de la maîtrise de cérémonie, de la couverture médiatique, de la supervision de la confection des gadgets, des photos reportages, une dizaine de discours a été rédigée.

2.2 -4- Appui des activités de communication dans les projets

En plus du plan de communication de la SN, sept (07) plans de communication sectoriels ont été élaborés pour donner de la cohérence aux activités de communication planifiées dans les projets et programmes. Il s'agit des plans de communication pour :

- Le Projet intervention d'urgence (Yirgou/UNICEF) : pour la réalisation et la diffusion des émissions radiophoniques, des spots et microprogrammes sur le RLF, la protection de l'enfant en situation d'urgence, la promotion de l'hygiène et l'assainissement ;
- Le Projet PASANAD Poni : pour la promotion des bonnes pratiques d'ANJE ;
- Le projet SAME : pour la diffusion de la Stratégie SAME ;

- Le projet Migration AMiRA : il s'est agi ici de rédiger la stratégie de communication de la SN en matière de migration ;
- Le Projet EHADA : ce plan est toujours en cours d'élaboration, il porte sur la promotion des bonnes pratiques en matière de santé, d'hygiène et de nutrition ;
- La Cérémonie de lancement de la RCP : pour le renforcement de la visibilité des activités prévues lors du lancement ;
- La Journée mondiale CR le 8 mai : pour le renforcement de la visibilité des activités prévues.

De plus, un appui a été apporté pour la production des supports de visibilité des projets.

2.2 -5- Productions audiovisuelles

Au total, six (06) films ont été réalisés :

- Un film de 13 mn sur les transferts monétaires ;
- Un film de 6mn sur la cérémonie de lancement sur la RCP ;
- Un film de 5mn sur le 2^e Camp vacance secourisme ;
- Trois capsules vidéo (3mn) sur le projet JFAF.



Plusieurs projets ont réalisé des émissions, soit au total 44, dont 06 pour le projet Protection de l'enfant en situation d'urgence (PESU), 04 pour le projet renforcement du volontariat, 06 pour les activités de la coordination communication (journée mondiale, bonne gouvernance), 28 pour le projet UNICEF Centre-Nord.

Trois (05) microprogrammes ont été produits, dont 04 pour le projet UNICEF Centre-Nord, 01 pour le PESU. 18 spots radios ont été produits et diffusés, dont 14 pour le projet UNICEF Centre-Nord, 02 pour le PESU, et 02 pour la cérémonie de lancement de la RCP. Deux (02) spots radios contre les abus de l'emblème ont été diffusés 225 fois sur 05 radios (Djibo, Fada, Dori, Ouaga, Kaya).

05 émissions télévisuelles ont été réalisées dans le cadre du 8 mai et du lancement de la RCP.

2.2 -6- Supports d'information et de visibilité de la SN

Différents supports de communication ont été édités en 2019 : 02 numéros du bulletin l'Humanitaire, 01 livre d'Or de la SN, 20 livrets d'accueil, 200 calendriers plannings 2020, 650 calendriers de table 2020, 500 stylos, 500 t-shirts, 250 affiches sur l'emblème, 1000 dépliants sur la CRBF et sur le Mouvement, 10 drapeaux, 50 cartes de vœux, 05 dérouleurs dont 04 sur les principes fondamentaux et 01 sur la CEA, 10 sets de diffusion, 500 stylos sur la CRBF.

2.4.7. Axe prioritaire 3 : Promotion de l'éducation humanitaire et de la communication avec les bénéficiaires

Action facilitatrice 3.1 : Sensibiliser divers publics sur le DIH et les principes et valeurs humanitaires

Au total, 548 personnes ont été touchées par 21 séances de diffusion réalisées en interne et vers les publics externes. Au niveau interne, 03 publics ont été visés : le nouveau personnel, les membres et les volontaires. A l'externe, les diffusions ont concerné les journalistes, les autorités administratives, les leaders d'ONG, les élèves et les étudiants. A ces sessions d'information s'ajoutent les formations réalisées par les diffuseurs au profit de 250 personnes, comprenant les volontaires, les membres, le grand public.



Les journalistes lors de la session diffusion

Action facilitatrice 3.2 : Sensibiliser les populations et les structures sur le respect de l'emblème croix rouge sur fond blanc



Un cas d'usage abusif de l'emblème

Deux (02) sorties de sensibilisations de structures contrevenantes à la loi sur la protection de l'emblème ont été organisées. Elles ont permis de sensibiliser les responsables de sept (07) structures de santé et de commerce sur le respect de l'emblème Croix-Rouge sur fond blanc. Quatre (04) ont déjà procédé à la modification de leur enseigne d'identification.

Un (01) atelier de sensibilisation sur l'usage abusif de l'emblème et sur la problématique des soins de santé en danger a été organisé au cours de l'année 2019 au profit des acteurs de santé. Cette rencontre a réuni 26 participants venant des services de santé public et privée, des districts sanitaires de la direction régionale de la santé du centre, de l'Ordre des infirmiers, de l'Ordre des médecins, de l'Ordre des pharmaciens, de l'Ordre des sages-femmes et maïeuticiens, des tradipraticiens, des structures recensées pour cas d'abus d'emblème, de l'hôpital de Tengandogo et du syndicat national de la santé humaine et animal (SYNSHA). En plus de la sensibilisation sur la loi portant protection et utilisation de l'emblème Croix-Rouge sur fond blanc au Burkina Faso, ils ont eu droit à une communication sur les soins de santé en danger et des présentations de films.



Sensibilisation des acteurs de la santé

Action facilitatrice 3.3 : Développer la communication avec les bénéficiaires

Diverses activités ont été mises en œuvre dans le but de permettre à la SN de placer les communautés au cœur de ses interventions. A ce titre on peut retenir :



Une photo des participants à la formation CEA

- Une formation sur l'engagement communautaire et la redevabilité a été organisée pour 25 membres du personnel et des volontaires de la société Nationale. A l'issue de la formation, un draft de stratégie de la CRBF en matière d'engagement communautaire a été formulé. Le document final est en cours de finalisation.

- Un briefing du personnel et des volontaires du projet intégré de santé communautaire de Mangodara a été fait à Banfora en prélude à l'évaluation externe commanditée par la Croix-Rouge de Belgique.
- Les chefs de volets du projet AMiRA ont bénéficié d'une journée de formation sur l'engagement communautaire et la redevabilité. Un système de collecte des feedbacks des migrants a été mis en place.
- 40 membres du personnel et des volontaires du projet nutrition et de MdM ont bénéficié de formation sur la communication avec les bénéficiaires, la gestion et le traitement des réclamations.
- Un mécanisme de feedbacks communautaire a été mis en place au niveau du projet nutrition. Un agent a été recruté pour la gestion de la ligne téléphonique.
- Une évaluation externe de la SN a été réalisée par des consultants externes et un rapport provisoire est disponible.

Action facilitatrice 3.4 : Promouvoir l'éducation humanitaire en milieu scolaire et étudiantin (pris en compte dans les sessions de diffusion)

Analyse et commentaires sur la mise en œuvre des activités au cours de la période : DOMAINE : COMMUNICATION, VISIBILITE, DIFFUSION DES VALEURS HUMANITAIRES

Ce qui a marché :

- Les informations sur le site web ont été régulièrement actualisées
- La diversification des contenus informatifs sur la page Facebook a contribué à augmenter l'interaction avec les internautes
- L'information et la sensibilisation sur l'engagement communautaire (CEA) a permis une bonne appréhension de cette approche par les RH
- Le sondage réalisé en début d'année sur la communication interne, a permis de faire ressortir que le mailing est le canal de partage d'information préféré des agents (revues de presse, Flash Info, notes d'information)

Difficultés rencontrées

- La difficile collecte des informations pour la production des rapports périodiques des coordinations
- Le mauvais fonctionnement des mails professionnels limite l'accès aux mails pour le personnel et renvoi à l'externe une mauvaise image
- La difficile remontée des informations sur les activités réalisées sur le terrain par les équipes limite leur visibilité sur les différents de communication
- L'insuffisance dans la coordination des activités ne favorise pas l'accompagnement de la coordination communication

Leçons apprises/bonnes pratiques (stratégies/actions développées pour surmonter ou faire face aux difficultés rencontrées)

Leçons apprises

- La diversification des canaux de sollicitation des médias peut contribuer à susciter auprès des journalistes la production d'articles d'initiative sur les activités de la CRBF
- La dynamisation de la page Facebook de la CRBF en a fait un puissant outil de diffusion de l'information et une source d'information des médias qui y reprennent certains articles
- La diversification des contenus (photos, vidéos, articles) sur la page Facebook accroît l'intérêt des internautes pour la CRBF
- La rigueur dans la planification des acquisitions contribue à alléger les procédures de passation des marchés
- La persistance des cas d'abus de l'emblème nécessite de repenser la stratégie de communication sur la protection de l'emblème

2.5. OBJECTIF STRATEGIQUE 6 : Renforcer le Développement institutionnel et organisationnel de la Société Nationale (DOMAINE : DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL, PLANIFICATION, GRH, GESTION FINANCIERE)

Finalité : A l'horizon 2020 la Croix Rouge Burkinabé est plus performante et remplit efficacement sa mission humanitaire par un développement institutionnel et organisationnel renforcé.

2.5.1. Axe Prioritaire 1 : Améliorer la mise en œuvre des procédures organisationnelles

Action facilitatrice 1.1 : Elaboration des outils de gestion

Au cours de l'année, le document de politique de mobilisation des ressources a été validée par le Secrétaire Général. Cependant, une séance d'appropriation par les acteurs n'a pas pu se faire à ce jour.

Le manuel de gestion des volontaires a été élaboré. Mais étant donné que les documents de gestion ne sont pas adoptés, il n'a pas été validé.

Les procédures opérationnelles standards (SOPs) ont été élaborées et adoptées. Un atelier de validation et de capitalisation sur les Transferts Monétaires a été organisé.

Le standard n'a pas été mis en place de façon autonome. Mais le secrétariat reçoit les appels et assure la transmission aux intéressés en attendant l'installation effective d'un standard.

Les travaux d'extension de l'interphone ont permis d'installer des téléphones dans 20 bureaux et de leur attribuer des numéros. Les travaux doivent se poursuivre l'année suivante.

En plus du code de déontologie, un document de politique de lutte contre l'exploitation et les abus et leur prévention a été élaboré.

Un atelier préparatoire pour l'élaboration de la stratégie CEA¹ a été organisé.

Action facilitatrice 1.2: Révision des outils

Le processus de révision de l'organigramme et du tableau des emplois a débuté à travers un atelier tenu à Koubri avec l'ensemble des cadres et se poursuit en vue de sa finalisation.

Par rapport au système de sécurité de la Croix-Rouge Burkinabé, la coordination sécurité a été mise en place (recrutement d'un coordonnateur sécurité. Aussi, l'élaboration du plan de sécurité pour la zone 1, l'élaboration des plans de contingence, le document de procédure, les Standard Operational Procedure (SOP), la réhabilitation de la radio room, le renforcement de la sécurité passive du siège, le renforcement des capacités des staffs et volontaires.

Un contrat d'assistance pour le logiciel de gestion de paie (Oringe) et un autre pour l'assistance du logiciel de gestion budgétaire et comptable (MID).

¹ Engagement Communautaire et Redevabilité

A ce jour, il n'existe pas de document de contrat unique. Mais plusieurs contrats ont été signés avec plusieurs prestataires.

Les deux documents (politique et charte de volontariat) ont été amendés et validés par le staff.

Le plan stratégique 2016-2020 n'a pas été révisé pour prendre en compte les Transferts Monétaire comme prévu. Les responsables ont choisi d'annexer le document de TM au document stratégique en attendant sa relecture prévue en 2020.

Action facilitatrice 1.3: Information du personnel et les volontaires sur la connaissance et l'utilisation des outils

Aucune activité n'a été menée à ce niveau

2.5.2. Axe Prioritaire 2 : Renforcer l'assise communautaire de la Société Nationale

Action facilitatrice 2.1: Mise en place des Structures de gestion dans les branches locales (SAF et Log)

Aucune activité n'a été menée à ce niveau

Action facilitatrice 2.2 : Appui à l'élaboration des plans d'actions annuelles des Comités Provinciaux

Aucune activité n'a été menée à ce niveau

Action facilitatrice 2.3 : Appui à la gestion financière et comptable dans les branches

La Direction de l'Administration et des Finances et le Contrôle Interne ont organisé 08 missions dans les comités. Ces missions ont permis de faire des vérifications sur la gestion financière et comptable, assister et renforcer les capacités des équipes locales (staffs des projets et branches).

Action facilitatrice 2.4 : Mise en place des bureaux départementaux et de villages
Les terrains ont été acquis pour Pabré et Tanghin Dassouri et les travaux sont en cours. Par ailleurs, les travaux de construction de siège des comités de Mangodara et Ouo sont en cours.

Action facilitatrice 2.5 : Mise en place d'infrastructures pour les sièges des comités et le siège

Six bureaux des branches des comités ont été réhabilités/agrandis (Bobo, Gaoua, Fada, Tenkodogo, Dori et Djibo).

Les travaux d'extension du siège national ont commencé et sont en cours.

Deux locaux du centre "vie meilleure" ont été réhabilités.

En fin de 2019, la SN avait un parc auto de 25 véhicules opérationnels.

Action facilitatrice 2.6 : Mise en place d'infrastructures pour les opérations d'urgences

Au cours de l'année 2019, la SN a acquis 06 nouveaux véhicules.

Action facilitatrice 2.7 : Renforcement en ressources humaines volontaires
85 nouveaux volontaires inscrits et 700 volontaires ont été mobilisés au cours de l'année pour les activités.

Volontaires pour les situations d'urgence

Action facilitatrice 2.8 : Réalisation d'une étude pour déterminer le ratio de couverture volontaires /population

Aucune activité n'a été menée à ce niveau

2.5.3. Axe Prioritaire 3 : Renforcer le développement institutionnel en mettant l'accent sur les partenariats et la mobilisation des ressources

Action facilitatrice 3.1 : Analyse des unités économiques

L'analyse a montré que les activités sources de revenu pour la SN sont indiquées dans le tableau de 2019 ci-dessous :

N°	DESIGNATIONS	RECETTES/AN	COMMENTAIRES
01	Auberge Koupela	6 000 000	
02	Location Restaurant PPE	3 600 000	
03	Dispensaire Bobo	6 000 000	Nouvellement mis en location gérance
04	Complexe scolaire Bogodogo	31 035 000	Année scolaire 20108-219
05	Complexe scolaire Koulouba	7 500 000	En cours de négociation
06	Complexe scolaire Bobo		
07	Location bureau au Centre vie meilleure	3 900 000	
08	Location bureau AMIRA	6 600 000	
09	Location hébergement CRBF		
10	Location salle de formation CRBF		
11	Location véhicule CRBF		
12	Laboratoire	10 800 000	
13	Pharmacie	6 000 000	
14	Complexe hôtelier Loumbila	40 000 000	
15	Le centre de formation des 1ers secours	21 975 000	
16	La commercialisation des articles de 1ers secours	1 680 000	
17	Les activités de couverture sanitaire	370 000	
	Total	145 460 000	

Les unités économiques les plus actives identifiées sont : les 03 établissements scolaires de la Croix-Rouge, le centre de formation des 1ers secours, les activités de couverture sanitaire et de commercialisation des articles de 1^{er} secours, la location des véhicules, le complexe hôtelier de Loumbila, les dispensaires de Bobo-Dioulasso et du siège à Ouagadougou, les auberges de Koupela et Banfora, la location du restaurant et de la salle de formation du centre PPE. La plupart de ces unités économiques sont en cours de dynamisation.

Concernant les unités scolaires, une enquête est en cours depuis le mois de novembre 2019 pour mettre en place une base de données concernant ces unités scolaires. Cette base permettra à la SN

de disposer des informations les plus pertinentes sur l'organisation, fonctionnement et la rentabilité de ces établissements.



Complexe scolaire de Bogodogo

Action facilitatrice 3.2 : Dynamisation des unités économiques existantes

Dans l'objectif de renforcer la performance de ces activités économiques, sept (07) activités programmées au titre de l'année 2019

Les principaux résultats sont les suivants :

- Travaux de transformation des dortoirs du PPE en centre d'accueil et la réhabilitation des chambres d'accueils de Banfora : le PV d'ouverture et d'analyse des offres pour les travaux est envoyé aux partenaires pour avis. Les travaux devront démarrer au premier trimestre 2020, avec le soutien financier de la Croix-Rouge de Belgique et de la Croix-Rouge Française.
- Les travaux de réhabilitation du centre de formation en 1^{er} secours ont atteint un taux d'exécution de 90% pour un montant d'environ 6 000 000 FCFA. Un premier lot de matériel a été acquis au profit du Centre (ordinateurs, imprimante multifonction, écran de projection, vidéo projecteur, consommables bureautique, etc.). L'acquisition d'un second lot d'équipements (tables, chaises, armoires, etc.) est en cours pour une valeur d'environ 7 000 000 FCFA ;
- Au cours de l'année 2019, 12 couvertures sanitaires ont été réalisées. Générant ainsi une recette de 370 000 F CFA. Le 30 avril 2019, la CRBF a reçu le don d'une ambulance de la Croix-Rouge Monégasque. Cette ambulance a permis d'outiller la DECF et de renforcer ainsi son efficacité dans les prestations de couverture sanitaire ;
- En 2019, environ 1326 formations payantes en 1ers secours et en sécurité incendie ont été réalisées et ont généré des recettes de 21 975 000 FCFA ;
- La seconde édition du Camp vacances secourisme a eu lieu du 23 au 27 août 2019 au Dunia Hôtel Loumbila. 27 adolescents de 7 à 14 ans ont été formés à l'occasion de ce Camp. Les participants ont bénéficié de formation dans les thématiques suivantes : formation en secourisme, en natation, en sauvetage aquatique, en sécurité routière et en sécurité personnelle. Ils ont également été coachés sur le développement personnel et effectués une visite de site touristique (Laongo). Le camp a bénéficié du soutien financier de la Croix-Rouge Monégasque et de la Fondation Princesse Charlène. Les recettes générées par cette activité s'élèvent à hauteur de 7 594 108 CFA, avec un bénéfice net d'environ 1 000 000 FCFA ;

- Gérance du dispensaire du comité provincial de Bobo-Dioulasso : pour améliorer sa rentabilité, un appel à manifestation d'intérêt a permis de confier sa gérance à un privé.

Action facilitatrice 3.3 : Mise en œuvre de nouvelles unités économiques

Dans le cadre de la création de nouvelles unités économiques, la Direction du développement économique a initié 02 nouvelles activités génératrices de revenus que sont :

Activité 1 : mise en place du centre de formation en renforcement de capacité

Après la mise en exploitation du complexe hôtelier de Loumbila, le prochain défi du projet CFPL était la mise en place du centre de formation en renforcement de capacité dans le domaine humanitaire. Le projet est soutenu par la Croix-Rouge Monégasque et la Croix-Rouge Luxembourgeoise pour une durée de 3 ans avec un budget d'environ 470 529 euros. Un consultant a été recruté à cet effet au mois de juillet 2019. A ce jour, un premier catalogue de formations humanitaires a été proposé pour l'année 2020. Un lot de matériel a également été acquis.

Dans les prochains mois, le projet procèdera au recrutement des formateurs devant figurer dans sa base de données, ainsi qu'au démarrage des formations.

Activité 2 : Réhabilitation du réfectoire de la SN

Les travaux de réhabilitation du réfectoire de la SN ont été entamés au mois d'août 2019. L'ouverture du réfectoire a pour objectif de générer des revenus pour la CRBF à travers sa mise en gérance. Il offrira également au personnel et aux visiteurs la possibilité de se restaurer dans l'enceinte de la SN, tout en créant un cadre d'échange et de détente.



Travaux de la salle de réfectoire

Action facilitatrice 3.4 : Construction de nouveaux partenariats

Au cours de l'année 2019, la CRBF a conclu plusieurs nouveaux partenariats technique et financier avec OIM, PAM, Plan International Burkina, etc.

Action facilitatrice 3.5 : Acquisition de nouveaux financements sur appel à projet

La Société National a obtenu de nouveaux financements à travers 27 projets dans les domaines de la migration, la protection de l'enfant, la sécurité alimentaire, l'eau hygiène et assainissement, le volontariat, le Shelter ainsi que la santé communautaire avec de partenaires techniques et financiers (Trus fund, PAM, GENERALITAT VALENCIANA, COMUNIDAD VALENCIANA, DEPARTMENT FOR INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT U.K, UNION EUROPÉENNE, PLAN INTERNATIONAL BURKINA, ETAT BURKINABE, COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX ROUGE, etc.).

Action facilitatrice 3.6 : Renforcement des relations de partenariat au niveau des branches
Quelques comités provinciaux ont développé des contacts avec des autorités locales pour faire connaître leurs activités et se positionner comme partenaire des services techniques déconcentrés ou des collectivités territoriales.

Action facilitatrice 3.7 : Renforcement des dispositifs d'intervention rapide
La Société National a reçu de la Croix-Rouge de Monaco une ambulance équipée qui facilite les transferts des malades dans de bonne conditions

Action facilitatrice 3.8 : Plaidoyer pour la mise en place de réseaux des parlementaires Croix-Rouge

Activité non réalisée.

Action facilitatrice 3.9 : Institutionnalisation de la communication humanitaire avec le gouvernement et les collectivités locales

Activité non réalisée.

2.5.4. Analyse et commentaires sur la mise en œuvre des activités au cours de la période : DOMAINE : DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL, PLANIFICATION, GRH, GESTION FINANCIERE

Ce qui a marché :

- L'opérationnalisation du dispositif sécuritaire
- Les outils stratégiques et opérationnels disponible
- Bonne concertation avec les partenaires par rapport à l'analyse du contexte sécuritaire
- Tableau de financement des couts support par les partenaires
- Plan d'investissement bénéficie de l'accompagnement des partenaires
- La mise en place du service de contrôle interne (CI)
- Le renforcement de la Direction des Etudes et de la Planification par le recrutement d'un assistant
- Le système de validation des Tdrs au niveau de la DEP avec des numérotations

Difficultés rencontrées

- Suspension de certaines activités en raison d'insuffisance budgétaire ;
- La mauvaise perception du contrôle interne
- Le manque d'appropriation des outils de gestion (Bana Imo)
- La non application régulière des outils de gestion
- La non prise en compte des recommandations du rapport du contrôle interne
- L'absence de feed back sur les recommandations du contrôle interne
- L'insuffisance et le non-respect des planifications
- Les abus de dérogation
- Le non-respect de la séparation des fonctions
- La non transmission des données sur le volontariat par les comités
- Absence de vision commune dans la gestion du parc auto lié à l'absence de mécanisme clair connu par tous
- Multiplicité des procédures au sein de la SN
- Non-respect de délai de transmission des plannings au niveau du Référent Sécurité

- Insuffisance des ressources pour la mise en œuvre des plans de contingence sécurité
- Non fonctionnalité des radios
- Manque de moyen logistique pour l'organisation des recrutements
- Insuffisances dans la préparation et la planification des tests de recrutement
- Absence d'évaluation du personnel (lettre de mission, fiche d'évaluation)
- Non-respect des référentiels
- Non informatisation du système de recrutement
- Absence de banque de donnée pour les CV lors des recrutements
- Absence d'un secrétariat au niveau de la GRH
- Absence de planification des recrutements, des congés
- Absence de plan de formations
- Absence d'une politique d'assurance et de visite médicale
- Absence d'un secrétariat affecté à la logistique
- Absence d'un service courrier

Leçons apprises/bonnes pratiques (stratégies/actions développées pour surmonter ou faire face aux difficultés rencontrées)

- Pour faire face à l'insuffisance des ressources humaines, des stagiaires et volontaires ont été sollicités pour appuyer certains services de la Direction.
- Tenue de rencontres régulières au niveau de la DAF
- L'organisation régulière de rencontres de concertation avec les partenaires autour du tableau de financement des coûts support
- Efforts de redevabilité
- La pratique des cofinancements croisés dans les projets qui permet d'assurer la part contributive de la CRBF
- La pratique des consortia qui permet la mobilisation des ressources, la complémentarité et la synergie

